

Présentation du rapport Mediterra2009. Repenser le développement rural en Méditerranée 8 avril 2009, CIHEAM

Il s'agit du 11e rapport du CIHEAM, du 3^e de la série Mediterra, et il a été réalisé cette année en collaboration avec le Plan Bleu.

Bertrand Hervieu a d'abord présenté quelques tendances qui concernent essentiellement les PSEM (pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée) :

- Dans ces pays, la population rurale reste très importante, on n'assiste pas à un exode rural massif. Si la population urbaine grossit, c'est essentiellement dû à la croissance démographique.
- Il n'y a pas eu dans ces pays de réelle diversification de la production agricole, la monoactivité reste la règle.
- On observe une croissance des poches de pauvreté en milieu rural. La pauvreté est d'abord rurale, que l'on prenne comme indicateur l'accès à l'eau, aux soins, l'alphabétisation. Il est plus cruel d'être pauvre à la campagne qu'en ville.
- Le chômage reste à un niveau très élevé.
- On assiste au développement d'un salariat agricole précaire, à la remise en route de formes d'exploitations du travail humain.
- La propriété foncière est de plus en plus morcelée, éclatée, ceci étant lié à l'absence de cadastre et de gestion foncière dans la plupart des pays. Or la baisse de la taille moyenne des exploitations entraîne une croissance de la pauvreté moyenne des agriculteurs.
- On a vu le développement de structures d'exportations très consommatrices d'eau.
- Un phénomène est apparu qui n'avait pas été anticipé : la location / vente de terres à l'étranger pour sécuriser les approvisionnements alimentaires (Libye en Ukraine, Egypte en Azerbaïdjan et Soudan, etc).

Il faudrait comprendre pourquoi la spirale de développement qui aurait pu se mettre en place autour du développement rural il y a une dizaine d'années a été bloquée. Pendant cette période en effet, une classe moyenne urbaine solvable s'est constituée, dont la consommation alimentaire a augmenté, ce qui aurait pu entraîner le développement des zones rurales, mais cette demande s'est tournée vers le marché international (cette période a vu une implantation massive des supermarchés notamment). Et si l'avenir de la méditerranée se jouait aussi dans son arrière-pays ?

Henri-Luc Thibault, directeur du Plan Bleu, a fait ensuite le point sur la situation environnementale :

En matière de **ressources en eau**, la répartition est très inégale selon les pays : 50m³ par habitant à Gaza, 25000m³ au Montenegro...

Selon l'indice d'exploitation des ressources renouvelables, plusieurs pays dépassent déjà les 75%, et donc sont en situation de pénurie (Egypte, Libye, Israël), et la situation va s'aggraver avec le réchauffement.

Les politiques jusqu'ici ont surtout travaillé sur l'augmentation de l'offre : faire venir de l'eau de pays excédentaires, utiliser des ressources non conventionnelles comme l'eau de mer ou les eaux

usées...

Mais il y a beaucoup de marges de manœuvre également du côté de la gestion de la demande : aujourd'hui 35% de l'eau est perdue ou mal utilisée. Il est possible d'améliorer l'efficacité de l'eau, et selon un scénario alternatif, d'économiser un quart de la consommation d'eau en 2025.

L'exemple de la Tunisie, qui a réussi à stabiliser la consommation d'eau en irrigation tout en augmentant la valeur ajoutée agricole, montre que c'est possible.

On assiste à une baisse des **terres arables** par habitant, en relation avec la croissance démographique mais il y a également des pertes nettes de terres dues à la désertification et à l'urbanisation, perte qui peut atteindre jusqu'à 30% selon les pays (Égypte, Maroc, Algérie).

Le **réchauffement climatique** va aggraver les problèmes des PSEM. La croissance des températures pourrait être comprise entre 4 et 6° d'ici 2100 au Sud, avec une baisse des précipitations de 20% par rapport à aujourd'hui, une multiplication des phénomènes extrêmes...

Pour l'instant les prévisions sont surtout issues de la déclinaison des modèles mondiaux, une approche régionale du phénomène devrait être développée.

Bertrand Hervieu a repris la parole pour inviter les participants à repenser les présupposés sur lesquels reposent les politiques de développement : les recettes qui ont fonctionné au Nord ne peuvent s'appliquer en l'état au Sud.

Une meilleure articulation développement rural / agriculture est nécessaire, la bipolarité entre une agriculture d'exportation et une agriculture familiale qui se délite n'est pas un modèle durable.

Il faut « réarmer » les politiques publiques sur la question de la sécurité alimentaire, qui doit être une priorité absolue pour préserver la paix dans la région.

Il note une vraie relance des questions agricoles depuis quatre ou cinq ans dans les instances internationales, à ce titre le rapport de la Banque mondiale constitue un signal fort, un réel changement de cap. Les pays du Maghreb, l'Égypte, la Jordanie reconstruisent un discours de politique agricole et rurale, on constate des efforts nationaux, mais pas encore de réelle coopération régionale.

Il déplore également l'absence d'un grand discours européen en la matière, alors qu'on peut imaginer selon lui la construction d'un marché de sécurisation des approvisionnements associant les deux rives. La réforme de la PAC en 2013 ira peut-être dans ce sens, de même que l'impact du réchauffement climatique, imposant une certaine relocalisation des marchés agricoles et des échanges entre pays géographiquement proches.

Les questions ont porté sur :

- l'articulation entre ce rapport et l'Union pour la Méditerranée (l'UPM semble s'inspirer des travaux du CIHEAM et du Plan bleu mais visiblement les liens ne sont pas très forts...)
- les achats de terres à l'étranger (alternative : la contractualisation, des dispositifs de régionalisation)
- le concept d'eau virtuelle, développé dans le rapport (qui plaiderait pour une intensification des échanges agricoles dans le bassin méditerranéen, selon le principe de l'avantage comparatif).